

La protection humanitaire dans la région du Liptako-Gourma (2020-2022)

Mécanismes locaux de protection et mécanismes humanitaires

- : Recherche coordonnée par le Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI) et le Danish Refugee Council (DRC).
- : Mise en oeuvre par le Centre pour la Gouvernance Démocratique (CGD), le Laboratoire d'Études et de Recherches sur les Dynamiques Sociales et le Développement Local (LASDEL) et POINT SUD.
- : Financement : Arts and Humanities Research Council (AHRC-FCDO)



Méthodologie

Dans le cadre du projet de recherche "Protection humanitaire dans le Liptako-Gourma" deux cycles de recherches, qualitative et quantitative, ont été menés en juillet-août 2020 et juin-juillet 2021.

L'objectif de l'étude était d'étudier l'efficacité des programmes de protection humanitaire en insistant sur les systèmes locaux de protection et les liens entre mécanismes locaux et humanitaires.

4 axes de recherche

- Analyse des menaces, risques et vulnérabilités des populations du Liptako-Gourma
- Identification des mécanismes locaux de protection et des normes et règles sociales sur lesquelles ils reposent
- Étude des réponses de protection humanitaire et de l'interaction entre les réponses humanitaires et les mécanismes locaux
- Évaluation de l'impact des réponses apportées et leur adéquation avec les besoins identifiés



Équipe de recherche

18 enquêteurs en 2020 + 20 enquêteurs en 2021 = 12 chercheurs

Données collectées :

2775 questionnaires
63 groupes de discussion
246 entretiens approfondis

Localités enquêtées // Région du Liptako-Gourma

Cartographie réalisée par Abdourahamani Mahamadou, Niger - mai 2023



Légende

- Frontière internationale
- Région d'enquêtes
- Territoire national

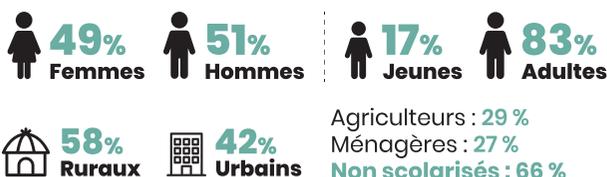
Régions

2020 : 4 régions (Nord et Sahel au Burkina Faso, Mopti au Mali et Tillabéri au Niger)

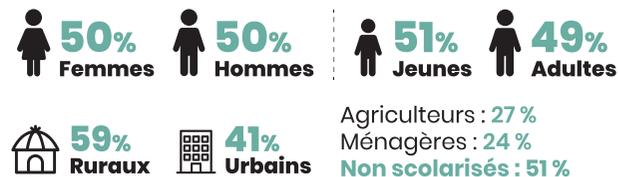
2021 : 3 régions (Nord au Burkina Faso, Mopti au Mali et Tillabéri au Niger)

En 2021 : la région du Sahel au Burkina Faso a dû être abandonnée quelques jours avant le départ des équipes pour des raisons de sécurité après l'attaque de Solhan.

Échantillon // 2020



Échantillon // 2021



Les limites

- **Inaccessibilité des localités** : déploiement des forces de défense et de sécurité, dégradation de la situation sécuritaire.
- **Conditions d'enquête, entretien et groupes de discussion** : saturation, peur de parler.
- **Problèmes linguistiques avec les PDIs.**

Risques, menaces et vulnérabilités

En 2020, **41%** des personnes interrogées plaçaient **les problèmes sécuritaires en tête des préoccupations**. En 2021, **les problèmes sécuritaires et économiques étaient au même niveau (34%)**.

- En 2020 : le problème principal des enquêtés est économique au Mali et au Niger et sécuritaire au Burkina Faso.
- En 2021 : le problème principal des enquêtés est économique au Mali mais sécuritaire au Burkina Faso et au Niger.

Principaux problèmes de gouvernance

Le manque d'infrastructures (routes, électricité, eau, etc.) est cité comme le principal problème de gouvernance (43% en 2020 et 48% en 2021).

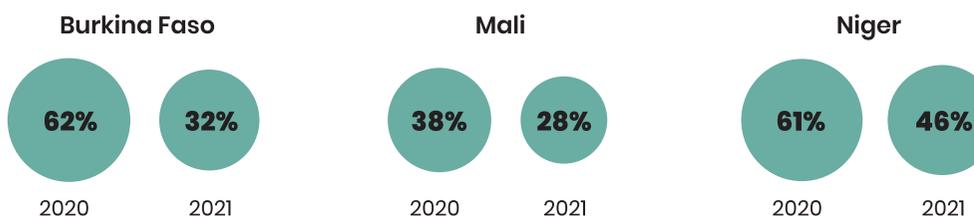
Le deuxième problème est l'accès aux services publics (29%).

Principaux problèmes économiques

Le chômage et le manque d'opportunités économiques sont cités par 60% des répondants en 2020 et 59% en 2021.

Le deuxième problème est l'accès limité aux terres agricoles (33% en 2020 et 31% en 2021).

• Quelle est la raison principale qui pousse les gens à s'engager dans des conflits ?



● Motivation économique

////////////////////////////////////

Posséder du bétail est un facteur de vulnérabilité.

« Les hommes en armes fixent maintenant des distances à ne pas dépasser. Ils nous ont dit ici de ne pas dépasser trois kilomètres. Or, les terres fertiles sont plus éloignées. L'accord nous permettait de cultiver mais on ne nous avait pas dit de ne pas dépasser une certaine distance. Et c'est ce qu'ils nous disent maintenant. Les terres aux alentours sont infertiles mais nous n'avons pas le choix. »

Entretien avec une autorité religieuse, région de Mopti, juillet 2021.

L'impact de la crise sur le genre

- Renforcement de la contribution économique des femmes
- Remise en cause de la dignité des personnes dans le besoin : les femmes sont plus en contact avec les ONGs humanitaires et les services sociaux de l'État alors que les hommes les évitent à cause de propos frustrants
- L'insécurité pousse les jeunes filles à l'exode

Principaux problèmes sécuritaires

Le premier problème cité est **le banditisme et les vols armés et non armés (45%)**.

Burkina Faso

- Proximité des zones de combat
- Attaques/menaces contre la population
- Activités criminelles

Mali

- Proximité des zones de combat
- Attaques/menaces contre la population
- Présence d'acteurs armés non étatiques

Niger

- Proximité des zones de combat
- Activités criminelles
- Attaques/menaces contre la population

La protection humanitaire
dans la région du Liptako-Gourma
(2020-2022)



Aggravation des violences

L'année 2021 a été marquée par une aggravation des violences contre les populations civiles.

En 2020

51%

des personnes interrogées déclaraient **pouvoir se déplacer librement** en dehors de leur communauté.

En 2021

60%

des personnes interrogées déclaraient **ne plus pouvoir se déplacer** en dehors de leur communauté.

Réduire la violence

Selon les personnes enquêtées, la lutte contre l'extrémisme violent doit impliquer toutes les communautés, ce qui suppose le rétablissement de la confiance entre elles et le renforcement de la cohésion sociale en multipliant les espaces d'échange et de dialogue.

3 principaux acteurs cités :

- Chaque citoyen
- Le gouvernement
- Les forces de défense et de sécurité

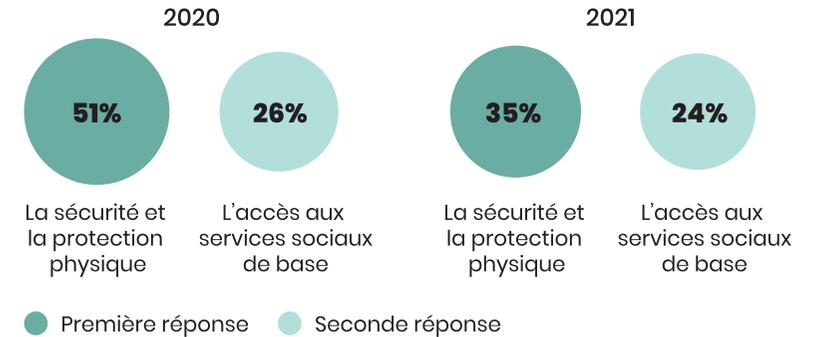
Les mécanismes de protection

Nombreux acteurs de protection : État, acteurs communautaires, ONGs nationales et internationales et organisations des Nations Unies.

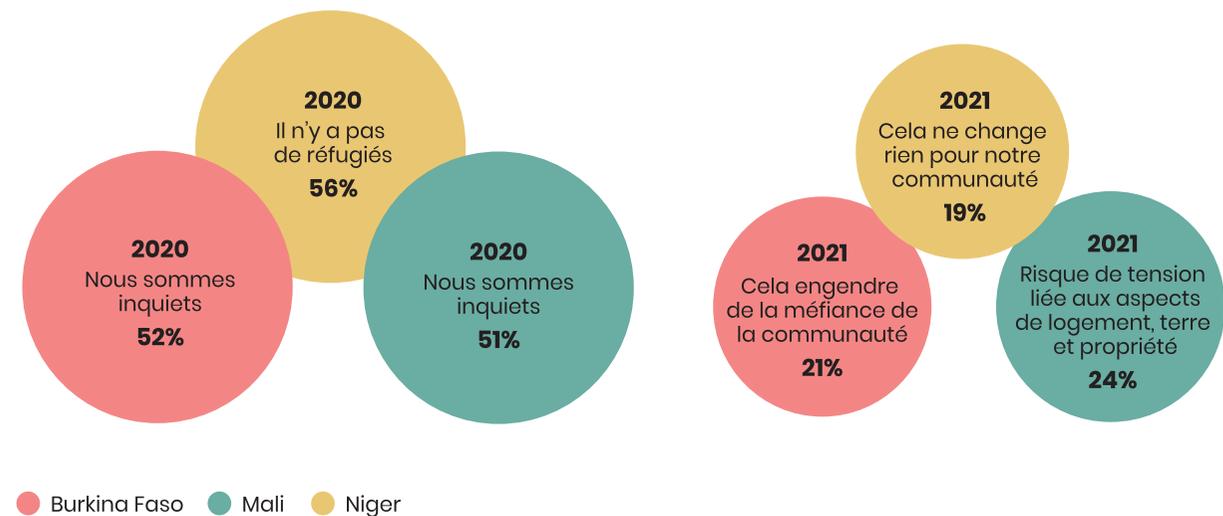
La protection signifie d'abord :

1. La sécurité et la protection physique
2. L'accès aux services sociaux de base
3. La protection psychique

• Que signifie pour vous « la protection » ?



• Si vous êtes un membre de la communauté hôte ou un résident, que pensez-vous de la présence de réfugiés et déplacés dans votre communauté ? (Réponse primaire en pourcentage)



La protection humanitaire dans la région du Liptako-Gourma (2020-2022)

Mécanismes locaux de protection

• En cas d'incident de protection, à qui allez-vous le rapporter en priorité ?

2020

50% À la famille

24% Leaders communautaires

9% Forces de défense et de sécurité

2021

46% À la famille

18% Leaders communautaires

14% Forces de défense et de sécurité

● 1^{er} choix ● 2nd choix ● 3^e choix

- La solidarité familiale est primordiale et les victimes cherchent d'abord à rejoindre les parents qui sont dans des endroits sécurisés
- La solidarité communautaire précède celle de l'État et des ONGs
- Le rôle des autorités traditionnelles et coutumières, est fondamental dans l'accueil et l'installation. Ces autorités appuient l'administration dans l'accueil et la gestion des PDI et participent aux comités d'accueil et de gestion.

“ Chez nous quand une personne fuit, elle se dirige vers ses parents. Ce sont les parents qui informent le chef de village et demandent des solutions. Le chef de village apporte son soutien. Il donne l'information à la mosquée, aux leaders de la jeunesse. Tout le monde apporte son soutien. Chacun donne ce qu'il peut. Pendant la récolte aussi, chacun donne un peu de mil.”

Entretien avec une autorité locale, région de Mopti, Mali, juin 2021.

Tensions sociales

- Essoufflement des mécanismes traditionnels en raison de la prolongation de la crise
- Lassitude des populations hôtes à cause de la pression forte sur leurs moyens économiques
- Frustrations des bénéficiaires dans la distribution de l'aide avec des mécontentements relatifs aux listes de distribution. L'aide apportée crée une inégalité de traitement davantage ressentie dans un contexte de paupérisation : les familles d'accueil soutiennent les PDI sans être intégrées à la réponse humanitaire
- Insécurité alimentaire et destruction du tissu économique local.

“ Au début les populations s'étaient beaucoup mobilisées pour apporter assistance aux déplacés à leur arrivée. C'était grâce à la solidarité et l'entraide des populations d'accueil que les personnes déplacées ont eu à manger, à boire et être logées avant que n'arrive l'assistance de l'État et des humanitaires. Par contre, avec les déplacés de cette année, la mobilisation est très faible. Les gens sont devenus plus pauvres et ne disposent pas de moyens pour aider même s'ils le veulent. J'ai constaté que ce sont seulement quelques groupements qui ont pu se mobiliser. Sinon, ce sont les ressortissants des populations déplacées qui se sont organisés pour fournir les aides de première nécessité.”

Entretien réalisé avec un responsable municipal, région de Tillabéri, Niger, juin 2021.

Mécanismes humanitaires

Le nombre de personnes recevant une aide humanitaire est resté stable entre 2020 et 2021, tout comme le niveau de satisfaction à l'égard de l'aide reçue, 42 % en 2020 et 43 % en 2021.

L'aide a été principalement reçue sous forme d'assistance alimentaire, de kits d'habitation et d'hygiène et d'argent.

Principaux problèmes liés à l'interaction avec les organisations humanitaires :

- ne pas savoir comment les contacter
- ne pas être consulté dans le processus de prise de décision
- ne pas avoir l'habitude d'interagir avec eux

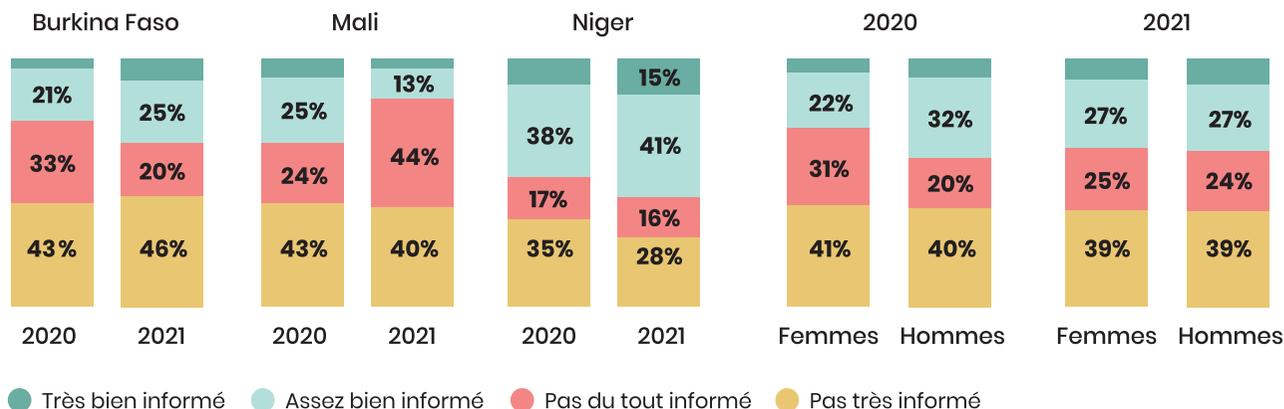
Une majorité de répondants affirme que l'aide répond "souvent" aux besoins de la communauté et respecte les codes culturels locaux.

Les principaux canaux d'information sont :

- la famille et les voisins
- la radio
- les représentants des populations déplacées

Les informations les plus recherchées sont les informations générales sur les services disponibles.

• Vous considérez-vous informé des services de protection à votre disposition ?



Principaux résultats

- La pauvreté structurelle favorise l'enracinement de l'insécurité.
- **Les jeunes (15-24 ans) sont plus affectés par le manque d'opportunités économiques** avec le risque d'adopter des stratégies négatives (recrutement, mariage précoce, départ)
- **Les réponses humanitaires sont reconnues comme efficaces et complémentaires des systèmes locaux**, qui répondent à la majorité des besoins.
- **Les systèmes de redevabilités sont faibles** : manque de consultation et rumeurs sur l'assistance humanitaire (extorsion, favoritisme, détournement).
- Les déplacements se font dans des régions déjà très vulnérables, augmentant la pression sur les ressources locales.

Recommandations

- **Améliorer la transparence** et mieux communiquer sur la disponibilité des aides disponibles.
- **Consolider les mécanismes endogènes de protection** qui sont considérés comme plus efficaces par les populations
- **Soutenir les communautés hôtes** qui vivent parfois leur soutien aux PDI comme une injustice quand leurs ressources s'amenuisent et que le prolongement de la crise accentue leur vulnérabilité
- **Renforcer les mécanismes de coordination entre les ONGs et entre les ONGs et les États** pour soutenir les mécanismes humanitaires qui sont reconnus comme efficaces et complémentaires des mécanismes locaux

Ce travail a été soutenu par le Arts and Humanities Research Council [numéro de subvention AH/T007435/1].

Son contenu relève de la seule responsabilité du Stockholm International Peace Research Institute – 2022 – Stockholm International Peace Research Institute. Tous droits réservés.

Pour toute information complémentaire : SahelandWestAfricaProgramme@sipri.org